

# ou Clients citoyens

## Le communautaire en quête d'identité

« IL EST DEvenu plus simple, et facile, de dire client que citoyen. Cela m'inquiète à l'aube d'une crise économique majeure. »

**PIERRE VALOIS**

Centre de formation populaire (CFP)

**J**e me demande comment réagira le mouvement communautaire dans sa lutte contre l'exclusion, la pauvreté et l'injustice, s'il ne sait plus qui il est. J'ose rappeler que nous sommes plus que la somme des emplois créés, nous sommes 4000 organisations avec un désir commun pour la plupart : changer le monde... Toujours.

Le secteur communautaire autonome compte sur 160 regroupements nationaux et 4000 adhérents pour orienter, décider, articuler, penser, anticiper et agir. Ces groupes écologistes, féministes, d'alphabétisation et d'éducation populaire, de développement communautaire, de défenses des droits, de la santé et des services sociaux sont ceux par qui l'histoire est arrivée. Vingt secteurs d'intervention, vingt façons de faire, quelquefois plus de vingt lectures de la conjoncture, mais un objectif : lutter, agir pour améliorer les conditions de vie, contre l'exclusion et l'appauvrissement des gens.

Ce mouvement populaire a vu le jour il y a 40 ans. Comment, dans la force de l'âge, fera-t-il place aux jeunes, à ceux et celles qui sont les plus animés du désir de changer le monde? Car c'est bien ce qui nous motivait dans les années 1960, 1970 : nous voulions changer le monde... Immédiatement. Alors que maintenant, il me semble que nous

avons plus de facilité à expliquer les changements aux usagers, aux membres de nos groupes qu'à tenter de les réaliser avec eux.

### L'idéal des comités de citoyens

Dans les années soixante, les populations des quartiers populaires créèrent les comités de citoyens<sup>1</sup>. Même si nous étions au cœur d'un boom économique, les quartiers populaires des principales villes du Québec n'en étaient pas partie prenante. Au contraire, on les démolissait pour construire des autoroutes et ériger des tours à bureaux. La vision technocratique de l'aménagement



PHOTO BENOÎT AQUIN POUR RECTO VERSO



PHOTO JEAN-FRANÇOIS LEBLANC AGENCE STOCK PHOTO

des centres-villes, dans la modernité, laissait peu de place aux initiatives locales.

Pendant que l'État se constituait, le mouvement populaire se singularisait et se spécialisait autour des problèmes de logement, de consommation, d'urbanisation, de santé, d'immigration, etc. Nous réclamions, l'État créait des ministères, sanctionnait des lois, réglait la vie en société. Aujourd'hui, notre expertise, acquise au fil des conflits sociaux, justifie notre reconnaissance par l'État, même si le financement ne suit pas toujours.

### La parade politique

Au cours des années 1970, années de toutes les luttes (nationales, syndicales, étudiantes), le mouvement marxiste-léniniste devient une pépinière de militants. Une dizaine d'organisations<sup>2</sup> recrutent des centaines de membres au sein du mouvement populaire, qui s'essouffle. Cela occasionne un premier repli sur le régional, le local. Les militants reviennent dans les quartiers, ten-

« Dans les années 1960, nous voulions changer le monde... immédiatement. En 2000, il est plus facile d'expliquer les changements à nos membres que de les réaliser avec eux. »

— PIERRE VALOIS

tant d'ouvrir de nouveaux champs d'intervention. Se créent alors les garderies populaires, les associations de locataires, les cliniques populaires, les associations coopératives d'économie familiale. Les féministes engagent le combat pour l'avortement et contre la violence faite aux femmes. Se mènent aussi les premières luttes pour la reconnaissance financière des organismes volontaires d'éducation populaire. Au total, en 40 ans, nous sommes passés d'une dizaine d'organisations à plus de 4000.

### De la concertation des années 1980...

Pour n'avoir pas à réinventer la roue sans cesse, on se regroupe à l'échelle du Québec. De la fin des années 1970 à aujourd'hui, 150 regroupements nationaux ont vu le jour, et prospectent de nouveaux champs d'action : les médias, l'organisation du travail<sup>3</sup> (pour la défense des non-syndiqués). Du coup, on assistera au rapprochement des syndicats et des groupes populaires, lors des Sommets populaires I et II d'avril 1980 et 1982. Dans la terminologie de la décennie 1990, le communautaire remplace le populaire.

Au rythme des récessions ou de l'expansion économique, une nouvelle mouvance s'installe, celle des tables de concertation lo-

cales. Nous n'en sommes pas encore au partenariat, mais, d'horizons différents, nous partageons nos analyses de la conjoncture et nous anticipons les enjeux.

### ... au partenariat des années 1990

L'État québécois est en crise, les finances publiques, mal en point. Le « déficit zéro » pointe à l'horizon. La stratégie du gouvernement : la régionalisation. Cette demande historique des régions trouve satisfaction dans la politique de développement local et régional de 1997. Le hic, car il y en a un, c'est que l'État adopte cette politique au moment même où ses coffres sont vides.

Dans un esprit de « rationalisation, d'efficacité et de responsabilisation des individus », nous serons conviés, nous, du mouvement populaire-communautaire, à devenir partenaires dans la gestion de la décroissance de l'appareil d'État. Non sans déchirements pour ceux et celles qui siègent aux conseils d'administration des régies régionales de la santé et des services sociaux. En 30 ans, nous

4 décembre 1992 — Le FRAPRU déménage de vieux meubles devant la maison de Robert Bourassa, à Outremont. Un manifestant s'avance sur le terrain pour lire l'inscription « 100 000 logements sociaux pour l'an 2000 ». Des comités de citoyens ont fondé le FRAPRU en 1978 pour défendre le droit au logement.

sommes passés de l'État providence et du principe d'universalité à un État promouvant la régionalisation, ennemi du « mur à mur ».

### La marchandisation du social

L'économie devient la voie royale pour régler l'ensemble des problèmes de notre société. Tout est désormais économique, tout se joue dans un espace marchand qui n'épargne ni la pensée ni la démocratie. Pour l'État, la création d'emplois (même précaires) est devenue le leitmotiv guidant toute action.

Le mouvement communautaire réaffirme néanmoins son autonomie. Il ne se perçoit pas comme la partie congrue d'une quelconque complémentarité économique. Deux événements le marquent : l'émergence de l'économie sociale et la politique québécoise de reconnaissance et de financement de l'action communautaire.

L'économie sociale a fait son lit au cœur d'une nouvelle mouvance. Elle tente de faire face, avec de faibles moyens, à l'urgence de la réinsertion sociale par l'emploi. Pour

la politique de reconnaissance, il est trop tôt pour dire si elle sera source de mutation au sein des mouvements populaires-communautaires et féministes. Mais une chose est certaine, sa mise en application n'est pas gagnée d'avance et il reste énormément de boulot avant qu'elle ne soit perçue comme une réelle reconnaissance de l'action communautaire autonome. □

### Mars 91

« Le fond du problème au Québec, c'est qu'il n'y a pas d'éducation politique nulle part. [...] Conséquence : on vit dans une société sans opposition, sans conscience critique, sans mémoire ni culture politiques, sans participation. »

— MICHEL CHARTRAND, VO, MARS-AVRIL 1991

<sup>1</sup> Dans le Sud-Ouest de Montréal : Saint-Henri et Pointe-Saint-Charles (1963), le Centre-Sud : Saint-Jacques et Saint-Louis (1965-1966), Hochelaga-Maisonneuve (1967). Québec, Hull, Sorel, Joliette et Trois-Rivières verront aussi l'émergence de comités de citoyens ces années-là.

<sup>2</sup> Les principales organisations furent sans doute En Lutte, le parti communiste ouvrier (PCO), le parti communiste canadien marxiste-léniniste (PCCML), le mouvement révolutionnaire des étudiants québécois (MREQ) etc.

<sup>3</sup> Au bas de l'échelle, Mouvement action-chômage, Action travail des femmes, etc.